



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

ENERGY/GE.1/2001/4/Add.4
10 août 2001

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE
COMITÉ DE L'ÉNERGIE DURABLE

Groupe spécial d'experts du charbon et de l'énergie thermique
Quatrième session, 19-20 novembre 2001
(Point 5 de l'ordre du jour provisoire)

RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE CHARBONNIÈRE
DANS LES ÉCONOMIES EN TRANSITION

(Document établi par le Gouvernement roumain)¹

RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE CHARBONNIÈRE ROUMAINE

Cadre juridique et réglementaire

1. La Roumanie a entrepris ces dernières années un profond remaniement de son industrie dans les secteurs du charbon, du gaz, du pétrole et de l'électricité. Le cadre juridique régissant le secteur de l'énergie a été amélioré par l'adoption de la loi sur l'extraction minière de mars 1998, la décision gouvernementale n° 31/1997 sur les investissements étrangers en Roumanie et les décisions d'urgence n° 22/1997 et n° 30/1997 du Gouvernement sur la restructuration du secteur de l'industrie. La législation devrait être complétée par l'adoption de nouvelles lois sur l'énergie et l'électricité, qui sont actuellement à l'examen, et par divers textes juridiques connexes qui réglementeraient et amélioreraient la situation concernant certaines activités d'aval dans le secteur de l'énergie. Un projet de loi sur les concessions a également été présenté au Parlement. L'adoption d'une nouvelle législation revêt cette année un degré de priorité élevé pour le Gouvernement dont les politiques visent à réduire l'intervention de l'État dans les affaires économiques.

¹ Ministère de l'industrie et des ressources, Direction générale de l'exploitation minière et de la géologie.

Le charbon et la production d'électricité

2. La production totale d'électricité en Roumanie se chiffre à 50,9 TWh environ, dont 19,9 TWh (39 %) est attribuable au charbon, 10,9 TWh (21,5 %) aux hydrocarbures, 14,6 TWh (28,7 %) à l'énergie hydraulique et 5,5 TWh (10,8 %) à l'énergie nucléaire. Il est manifeste que le charbon reste la principale source de production d'énergie, assurant 40 % de la production d'électricité en Roumanie. La quasi-totalité de la production nationale de charbon (96 %) va à la compagnie d'électricité roumaine «Termoelectrica» (anciennement RENEL/CONEL). Les gisements de charbon sont répartis dans le pays mais les plus importants d'un point de vue économique sont situés dans la région de Petrosani (houille) et de Gorj (lignite), près de la ville de Targu Jiu. Les réserves nationales de charbon sont estimées à 3 milliards de tonnes de lignite ayant un pouvoir calorifique situé entre 3 600 et 5 200 kcal/kg. Les réserves intérieures de charbon devraient satisfaire aux besoins de la production d'électricité du pays au cours des 70 à 80 prochaines années.

3. Des améliorations doivent être apportées aux centrales thermiques à charbon en Roumanie car les systèmes de chaudières à charbon pulvérisé ont une faible efficacité énergétique et ne sont pas dotés de stations d'élimination des NO_x et de désulfuration. Du fait que la capacité installée de la plupart des centrales est supérieure à 250 MW, la gamme des procédés propres de combustion du charbon qu'il est possible d'introduire est limitée. La prochaine privatisation du secteur de l'électricité devrait attirer des investissements étrangers directs considérables qui sont nécessaires pour moderniser et installer des équipements permettant de maîtriser les impacts produits sur l'environnement. La privatisation s'applique aussi au nombre important de centrales mixtes existantes utilisées pour le chauffage urbain.

Programme de restructuration du secteur de l'énergie thermique

4. Le Gouvernement roumain a élaboré un programme visant à remanier en profondeur et à privatiser le secteur de l'électricité. Ses objectifs sont définis dans la décision n° 63/1998 sur l'énergie électrique et thermique. Il est prévu de restructurer le secteur roumain de production d'électricité. La production d'électricité sera assurée par plusieurs sociétés distinctes exploitant des installations thermiques, hydroélectriques et nucléaires. Une partie de la capacité de production d'électricité sera privatisée, et les centrales électriques relevant de l'ex-RENEL seront regroupées en une société distincte, financièrement transparente, qui utilisera les sources d'énergie les plus compétitives. Le cadre régissant la production d'électricité relève de l'autorité réglementaire compétente créée en 2000.

Programme de restructuration du secteur charbonnier

5. Pour améliorer l'efficacité de l'industrie charbonnière nationale, le Gouvernement roumain a décidé en 1997 de mettre en œuvre un programme et des mesures visant à adapter le secteur aux conditions du marché. L'objectif était de maintenir la capacité de production des mines les plus productives et de fermer toutes les unités de production peu performantes. Cela se traduirait à moyen terme par une production de 30 Mt de lignite et de 3 Mt de houille à l'échelon national. À cette fin, le Gouvernement a décidé de restructurer le secteur de l'extraction charbonnière (actuellement 137 mines dont 100 souterraines et 37 à ciel ouvert) en répartissant la capacité de production du charbon entre trois grandes sociétés: Société nationale de lignite d'Oltenia (CNLO), Société d'extraction minière nationale de Ploiesti (SNCP) et Société nationale d'extraction de houille de Petrosani (CNH).

6. La Société nationale de lignite d'Oltenia (CNLO) produit de l'électricité et du chauffage dans le cadre d'opérations à ciel ouvert en recourant exclusivement à la technologie hautement productive de l'excavation en continu. Elle a produit en 2000 23,5 tonnes, soit 80,7 % de la production nationale de charbon et 90 % de la production totale de lignite. L'entreprise possède 19 mines à ciel ouvert, la lignite étant essentiellement destinée aux centrales thermiques de Rovinari, Turceni et Isalnita Craiova. En outre, depuis avril 1997, la production de lignite de la CNLO ne bénéficie plus d'aucune subvention. La Société nationale de Ploiesti (SNCP) extrait de la lignite de ses mines de charbon situées essentiellement dans le sud-est, le centre et le nord-ouest du pays. La production, qui a atteint 2,5 tonnes en 2000, a surtout lieu dans des mines souterraines et quelques petites mines à ciel ouvert. La Société nationale d'extraction de houille de Petrosani (CNH) opère dans les montagnes au sud des Carpates. La production s'est élevée en 2000 à 3,1 tonnes. Ce charbon va au secteur de la production d'électricité (87 %), à une usine de refroidissement (7 %) et au secteur domestique (6 %).

7. Les trois entreprises productrices de charbon appartiennent à l'État. Elles sont autorisées à émettre des actions, ce qui devrait faciliter leur prochaine privatisation. Pour améliorer encore leur situation financière et susciter plus d'intérêt de la part des investisseurs privés, le Gouvernement a chargé les entreprises d'élaborer et d'appliquer un plan de redressement financier (FRP) dont les principaux éléments sont les suivants:

- a) Séparation des activités auxiliaires des activités de base qu'il est prévu de privatiser;
- b) Cessation des activités non rentables;
- c) Réduction des dépenses administratives et des frais généraux par une restructuration organisationnelle;
- d) Commercialisation de petites unités utilisant des procédés propres de combustion du charbon pour diversifier les activités et créer des emplois.

8. Les plans de redressement financier et mesures connexes de chaque société ont été établis par une commission tripartite composée de représentants du Gouvernement, des syndicats et du patronat.

9. La restructuration du secteur charbonnier est également appuyée par la Banque mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), l'Union européenne et le Programme d'investissement américain en Roumanie. Selon l'accord de prêt conclu entre le Gouvernement roumain et la Banque mondiale pour appuyer le projet de restructuration du secteur minier, deux objectifs doivent être atteints:

- L'élimination progressive de la dépendance du secteur minier à l'égard des subventions de l'État;
- Le développement durable du secteur minier fondé sur l'efficacité économique et la protection de l'environnement.

10. Pour faciliter la réalisation de ces objectifs, le Gouvernement roumain a pris les mesures suivantes:

- Fermeture des mines déficitaires s'accompagnant de mesures en faveur du personnel licencié et de l'environnement;
- Réforme du rôle du Gouvernement qui de propriétaire et exploitant du secteur devient un organe réglementaire et législatif conformément à la loi sur l'extraction minière et autres textes de loi pertinents;
- Diminution de la participation financière de l'État (subventions) dans les sociétés d'exploration et d'exploitation minière;
- Mise en place d'un cadre juridique institutionnel et réglementaire qui encourage les investissements privés dans le secteur minier et dans les mesures connexes de protection de l'environnement.

La nouvelle législation a permis d'entreprendre la fermeture des mines et les travaux connexes de remise en état de l'environnement. Le Groupe central du programme de fermeture des mines (CGPMC) a été créé au sein du Ministère de l'industrie et des ressources pour coordonner et surveiller le financement des travaux de fermeture et de remise en état de l'environnement.

11. La Banque mondiale financera la fermeture de 29 mines, les contractants étant choisis dans le cadre de procédures internationales d'appel d'offres. Le Groupe central du programme de fermeture des mines sera secondé par un conseiller technique et financier pour établir les documents d'appel d'offres, choisir les contractants et assurer le suivi des travaux réalisés dans les mines. En outre, pour atténuer l'impact social négatif de la diminution des emplois dans le secteur minier, l'Union européenne a récemment fourni 5,2 millions d'euros aux comtés de Jiu Valey et Gorj pour favoriser la reconstruction de ces régions. Les fonds sont fournis dans le cadre du Programme MARR (réhabilitation des régions touchées par l'extraction minière).

12. Pour faciliter le processus de remise en état des régions touchées par l'exploitation minière, le Gouvernement a créé en 1997 l'Agence nationale pour l'élaboration et l'exécution du Programme de restructuration dans les régions d'exploitation minière (décision gouvernementale 64/1997). À court terme, les principaux objectifs de l'Agence sont a) de recenser et d'évaluer dans ces régions les possibilités économiques de remplacer l'exploitation minière par d'autres activités économiques; b) de développer un programme d'aide sociale pour les employés licenciés; c) d'identifier et d'encourager des propositions de projets susceptibles d'attirer les investisseurs privés et d) de mettre en place un cadre juridique et de prendre des mesures d'incitation pour encourager les nouvelles activités économiques.

13. Enfin, si le programme de restructuration de l'industrie charbonnière roumaine depuis un ou deux ans est très ambitieux et offre des possibilités de changement, sa mise en œuvre et son efficacité restent à prouver.

14. L'évolution des principaux indicateurs de restructuration du secteur charbonnier roumain durant la période 1990-2000 est indiquée sous forme de tableau.

15. Les principales conclusions sont les suivantes:

- a) Le secteur charbonnier de la Roumanie restera à moyen et à long terme un important producteur d'énergie primaire;
- b) Le processus de restructuration du secteur charbonnier, qui vise à mettre en place une industrie efficace, se poursuivra;
- c) L'aide accordée par l'État au secteur charbonnier sera maintenue conformément aux règles définies par l'Union européenne dans la décision de la Commission n° 3632/ECSC;
- d) L'État et le secteur charbonnier continueront à mettre en œuvre les programmes de remise en état de l'environnement et de protection sociale en faveur des employés licenciés. Pour ces derniers, la création de nouvelles activités économiques dans les régions touchées pourrait être particulièrement importante.

Tableau: Indicateurs clefs de la restructuration du secteur charbonnier roumain, 1990-2000

Principaux indicateurs	1990	1993	1995	1997	1998	1999	2000
Production charbonnière, tonnes	37,6	39,7	41,1	33,4	26,2	22,9	29,1
Nombre de mines/mines à ciel ouvert en exploitation	100/37	100/37	100/37	100/37	59/35	40/32	33/32
Nombre d'employés (milliers)	134	121	97	82	52,7	47,3	46,6
Subventions (1990-100 %)	100	55,1	61,0	13,3	12,1	9,7	9,5
Croissance de la productivité, % (1998-100 %)	100	107	140	113	175	172,5	222,5
Investissements en millions de dollars É.-U.	231,35	46,64	47,99	17,7	38,5*	28,3*	30,6*

* Budget et sources des entreprises elles-mêmes.
